



INFORMACIONES ADMINISTRATIVAS
MEDDELELSER FRA ADMINISTRATIONEN
VERWALTUNGSMITTEILUNGEN
ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ
ADMINISTRATIVE NOTICES
INFORMATIONS ADMINISTRATIVES
INFORMAZIONI AMMINISTRATIVE
MEDEDELINGEN VAN DE ADMINISTRATIE
INFORMAÇÕES ADMINISTRATIVAS
HALLINNOLLISIA TIEDOTUKSIA
ADMINISTRATIVA MEDDELANDEN

20.05.1996

Spécial

INTERINSTITUTIONS
TOUS LES LIEUX D'AFFECTATION

FRAIS DE SCOLARITE EXCEPTIONNELS - 1995/96

EXCEPTIONAL EDUCATION COSTS - 1995/96

FR	REMBOURSEMENT DE FRAIS DE SCOLARITE EXCEPTIONNELS.	page 3
EN	REPAYMENT OF EXCEPTIONAL EDUCATION COSTS.	page 9

Pour les autres versions linguistiques contacter l'unité IX.B.3
Mme. L. THOMAS-DEVUYST tel : 56620 - ORBN 3/50 - BXL

For the other language versions contact Unit IX.B.3
Mrs L. Thomas-Devuyst: tel. 56620 - ORBN 3/50 - Brussels

REMBOURSEMENT DE FRAIS DE SCOLARITE EXCEPTIONNELS

pour l'année scolaire 1995-96

(Poste budgétaire A-4104)

1. Il est rappelé aux fonctionnaires et agents temporaires des différentes institutions communautaires que la Commission peut contribuer au remboursement de certains frais de scolarité pour l'enseignement **primaire et secondaire** des enfants du personnel communautaire qui, pour des **raisons pédagogiques impérieuses dûment justifiées** (cfr. § 4), ne peuvent être admis à entamer ou poursuivre leurs études dans les écoles européennes ou qui, en raison du lieu d'affectation du parent fonctionnaire ou agent temporaire, ne peuvent fréquenter une école européenne.
2. **Avant** d'introduire une demande le fonctionnaire est invité à **VERIFIER qu'il a épuisé TOUS ses droits en matière d'allocations scolaires - FORFAITAIRE et NON-FORFAITAIRE - et, s'il bénéficie d'un remboursement dans le cadre du poste budgétaire 1640 (aide sociale en faveur des personnes handicapées), il doit en faire mention.**
3. **La DATE LIMITE** pour la présentation des demandes, se rapportant à l'année scolaire 1995-96, est le **30 juin 1996. Aucune demande ne sera acceptée après cette date**, sauf dérogation pour motifs exceptionnels.
4. Les principaux critères à retenir pour introduire les demandes sont les suivants:

I. L'existence de raisons pédagogiques impérieuses, dûment justifiées:

problèmes d'ordre pédagogique de l'enfant qui a fréquenté une école européenne mais qui, ensuite, a dû s'orienter vers un autre type d'enseignement;

ou de problèmes d'ordre pédagogique liés à l'entrée en service ou à un changement du lieu d'affectation du parent fonctionnaire ou agent temporaire;

ou encore, à l'absence d'une école européenne aussi bien que d'un établissement d'enseignement national, peu coûteux, pouvant convenir à l'enfant, à moins de 50 km du lieu d'affectation du demandeur.

Les pièces justificatives qui prouvent l'existence de raisons pédagogiques impérieuses doivent être récentes et établies par des personnes qualifiées telles que le Directeur ou la Directrice de l'école, un pédagogue, un psychologue, un pédiatre, un psychiatre, etc. Toutes autres pièces justificatives pertinentes, figurant dans la liste au point 5, doivent être obligatoirement jointes à la demande!

n. Le traitement de base du demandeur doit être inférieure à 260.000 FB.

HI. Les frais annuels de scolarité restant à charge du demandeur, après déduction de l'allocation scolaire et de toute autre allocation ou remboursement de même nature, doivent dépasser 20% des revenus familiaux: traitement de base du demandeur (affecté du coefficient correcteur) augmenté du revenu net du conjoint et/ou d'une pension alimentaire.

5. Les fonctionnaires et agents temporaires qui "estiment répondre aux critères mentionnés au point 4 ci-dessus, doivent introduire une demande, en **utilisant** le formulaire ci-joint, accompagné de toutes les pièces justificatives reprises dans la liste suivante:

a) POUR LES NOUVELLES DEMANDES:

- une attestation de l'existence de Raisons Pédagogiques Impérieuses, établie par le Directeur ou de la Directrice d'une école européenne, ou de l'école fréquentée précédemment, indiquant clairement les **RPI** nécessitant un changement d'orientation de l'enfant;
- une attestation médicale (d'un psychologue, psychiatre, pédiatre, etc.), si nécessaire;
- tous les bulletins scolaires des années 93/94, 94/95 et 95/96;
- le curriculum vitae scolaire de l'enfant, depuis la 1^o primaire;
- **les pièces justificatives des frais** scolaires encourus pour **l'année 95/96: factures détaillées et preuves de paiement** (factures, copie de virements bancaires ou des extraits de compte): tous les frais doivent ressortir de factures acquittées, indiquant le nom et prénom de l'enfant et l'année scolaire ou la période à laquelle elles se réfèrent;
- le dernier bulletin de salaire du demandeur et éventuellement la preuve d'une pension alimentaire qui lui est versée;
- la preuve des revenus nets du conjoint et de la pension alimentaire dont il/elle bénéficie, éventuellement;

b) POUR UN RENOUVELLEMENT DE DEMANDE:

- tous les bulletins scolaires de l'année 95/96;
- la preuve des revenus nets du conjoint et de la pension alimentaire dont il/elle bénéficie, éventuellement;
- **les pièces justificatives des frais** scolaires encourus pour **l'année 95/96: factures détaillées et preuves de paiement** (factures, copie de virements bancaires ou des extraits de compte): tous les frais doivent ressortir des factures acquittées, indiquant le nom et prénom de l'enfant et l'année scolaire ou la période à laquelle elles se réfèrent;
- le dernier bulletin de salaire du demandeur et éventuellement la preuve d'une pension alimentaire qui lui est versée.

6. **Toute attribution d'une aide financière au titre d'une année scolaire ne crée pas de droits acquis pour les années suivantes.**
7. Chaque cas sera examiné en fonction de ses propres mérites et selon les possibilités budgétaires pour l'année en question. Le montant de la contribution est déterminé en fonction des revenus familiaux, du nombre des demandes introduites et des crédits inscrits au budget pour l'année en cours.
8. Les demandes seront soumises, pour avis, à un comité paritaire consultatif, qui tiendra compte de tous les aspects des dossiers avant qu'une décision ne soit prise.
9. Les demandes et les pièces justificatives doivent être envoyées, en indiquant clairement sur l'enveloppe "**FRAIS DE SCOLARITE EXCEPTIONNELS**", à:
- * pour le personnel de la Commission de Bruxelles et des bureaux extérieurs:
Mme Liliane THOMAS-DEVUYST.ORBN 3/50 T. 56620
 - * pour le personnel de la Commission Luxembourg:
M. René SIMON. JMO A1/116A T. 34787
 - * pour le personnel du Centre de Recherche d'Ispra:
**Mme BARDELLI Maida
CCR - Unità Risorse umane. Ispra T. 9585**
 - * pour le personnel du Conseil des Ministres:
Mme Marie-Claude GUILBAUT.0270-FK 44 T. 6672
 - * pour le personnel du Parlement européen:
M. Pierre POULLET.BAK, bur.347 T. 4839
 - * pour le personnel du Comité économique et social:
Mme Simone HERCZ.T. 9247
 - * pour le personnel de la Cour de Justice:
Mme Esther NAVARRO.T. 3607
 - * pour le personnel de la Cour des comptes:
M. BEUROTTE.Bât. S 102 T. 387

LES FONCTIONNAIRES AFFECTES DANS LES DELEGATIONS HORS DE L'UNION, POUR LESQUELS L'ANNEXE X DU STATUT EST APPLICABLE, NE SONT PAS VISES PAR CES INFORMATIONS.



**DEMANDE DE REMBOURSEMENT
DE FRAIS DE SCOLARITE EXCEPTIONNELS
1995/1996**

N° Personnel : _____

NOM et PRENOM du demandeur :
Nationalité : Grade et échelon ;
Institution : Lieu d'affectation
Adresse administrative : Tél. bureau
Banque : Tél. privé
N°compte

Traitement de base du demandeur (*)

Revenu annuel net du conjoint (*)
du 01.06.95 au 31.05.96

Pension alimentaire du conjoint et/ou du
demandeur du 01.06.95 au 31.05.96

Nombre d'enfants à charge :

Enfants pour lesquels je demande un remboursement :

Nom / Prénom	Sexe	Date de naissance	Frais de scolarité annuels(*)

**Bénéficiez-vous d un remboursement dans la cadre du poste
budgétaire 1640 (aide sociale en faveur des personnes handicapées) OUI/NON ?**

Si OUI pour quel(s) enfant(s)? Nom / Prénom

Lieu.....Date.....Signature.....

H PRIERE DE JOINDRE TOUTES LES PIECES JUSTIFICATIVES !

**APPLICATION FOR
REPAYMENT OF EXCEPTIONAL EDUCATIONAL COSTS
1995/96**

Personnel No _____

Surname and first name
 Nationality Grade/step
 Institution Place of employment
 Office address Office tel
 Private tel
 Bank Account No

Basic salary of applicant (*)

Spouse's net annual salary (*)
 (from 1.6.1995 to 31.5.1996) !

Maintenance payments received by spouse
 and/or applicant* (from 1.6.1995 to 31.5.1996)

Number of dependent children:.....

Children in respect of whom I am applying for a repayment:

Surname/First name	Sex	Date of birth	Annual education costs(*)

**Are you entitled to repayment under budget heading 1640
 (Aid for disabled persons)?** **YES/NO**

If YES, please enter name(s) of child(ren) concerned.
 Surname/first name

Place....., Date..... Signature.....

(*) PLEASE ENCLOSE ALL SUPPORTING DOCUMENTS !

REPAYMENT OF EXCEPTIONAL EDUCATION COSTS
for the 1995/96 school year
(Budget heading A-4104)

1. Officials and temporary staff of the various Community institutions are reminded that it may be possible for the Commission to contribute to expenditure for the **primary and secondary** education of children who cannot or can no longer be admitted to a European School for **imperative educational reasons duly supported by evidence** (see 4 below) or cannot attend a European school because of their parents' place of employment.
2. Before making an application staff are advised to **MAKE CERTAIN that they have fully exhausted their entitlement to education allowances - FLAT-RATE and VARIABLE - and, if they are entitled to repayment under budget heading 1640 (Aid for disabled persons), this should be mentioned.**
3. **The CLOSING DATE** for applications for the 1995/96 school year is **30 June 1996**. Applications **submitted after this date will not be** considered unless it can be shown that there are exceptional circumstances.
4. Applications must satisfy the following main criteria:

I. Imperative educational reasons duly supported by evidence:

educational problems of a child who has attended a European School but has had to leave and follow another type of education; or
educational problems relating to the parent's entry into service or change of place of employment;
or
no European School or suitable, moderately priced national educational establishment within 50 km of the place of employment.

The evidence proving the existence of imperative educational reasons should be recent and furnished by qualified persons such as the head teacher, a paediatrician, an educationalist, a psychologist, etc. All other relevant documents listed at 5 below must be attached.

II. The applicant's basic salary must be less than BFR 260 000.

- ID. The annual** education costs **after** deduction of **the** education allowance **and any other similar** allowance or **reimbursement must exceed 20%** of **family** income: applicant's basic salary (weighted) plus, where appropriate, spouse's net salary and/or maintenance payments.

5. Officials and temporary staff who think they satisfy the criteria set out at 4 above should submit an application on the attached form, enclosing **all the supporting documents** listed below:

(a) FOR NEW APPLICATIONS:

certificate issued by the head of a European School or the school attended previously clearly, stating the imperative educational reasons for changing the child's schooling;

a medical certificate (from a psychologist, psychiatrist, paediatrician, etc.) if necessary;

- school reports for 1993/94, 1994/95 and 1995/96;
the educational curriculum vitae of the child since the first year of primary school;

supporting documents showing school fees incurred in 1995/96: detailed bills and proof of payment (bills, copies of bank transfers or bank statements): all expenses must be shown on receipted bills, indicating the child's surname and first name and the school year or period to which they refer;

the applicant's most recent salary statement and proof of maintenance payments received, if any;

proof of the net income and maintenance payments received by the spouse, if any;

(b) FOR RENEWAL OF APPLICATIONS:

all school reports for 1995/96 ;

proof of the net income and maintenance payments received by the spouse, if any;

supporting documents showing school fees incurred in 1995/96: detailed bills and proof of payment (bills, copies of bank transfers or bank statements): all expenses must be shown on receipted bills, indicating the child's surname and first name and the school year or period to which they refer);

the applicant's most recent salary statement and proof of maintenance payments received, if any.

6. **Payment of a financial contribution for one school year does not imply an automatic entitlement for subsequent years.**
7. Each case will be considered on its merits every year in the light of the budgetary situation. The amount of the contribution is determined on the basis of family income, the number of applications submitted and the amount allocated in the budget for the current year.
8. Applications will be referred for an opinion to a joint consultative committee, which will take into account all aspects of the case before reaching a decision.

9. Applications and supporting documents should be sent, in an envelope clearly marked "**EXCEPTIONAL EDUCATION COSTS**", to:
- * for Commission staff in Brussels or external offices:
Mrs Liliane Thomas-Devuyst **.ORBN 3/50** **tel. S6620**
 - * for Commission staff in Luxembourg:
Mr René Simon **JMO A1/116A** **tel. 34787**
 - * for Joint Research Centre staff in Ispra:
Mrs Maida Bardelli
CCR - Unità Risorse umane - Ispra **tel. 9585**
 - * for Council staff:
Mrs Marie-Claude Guilbaut **.0270-FK 44** **tel. 6672**
 - * for European Parliament staff:
Mr Pierre Poulet **.BAK, Office 347** **tel. 4839**
 - * for Economic and Social Committee staff:
Mrs Simone Hercz **tel. 9247**
 - * for Court of Justice staff:
Mrs Esther Navarro **tel. 3607**
 - * for Court of Auditors staff:
Mr Beurotte **Building S 102** **tel. 387**

THIS INFORMATION DOES NOT APPLY TO OFFICIALS SERVING IN DELEGATIONS OUTSIDE THE UNION, WHO ARE COVERED BY ANNEX X TO THE STAFF REGULATIONS.